



Énergie : une vision, en finir avec l'improvisation

Les Engagés proposent une feuille de route claire pour l'énergie nucléaire

La gestion chaotique du dossier nucléaire serait risible si elle n'était pas dramatique pour :

- La transition climatique,
- Les finances publiques,
- La sécurité d'approvisionnement,
- Le portefeuille des ménages,
- L'image de la filière et de la Belgique en général.

Une politique énergétique cohérente ne s'improvise pas et ne peut être dictée par des dogmes ou des espoirs hypothétiques. Après des années d'atermoiements, le gouvernement a dû faire face à la réalité : les Belges et les entreprises du pays ont un besoin vital d'énergie, à un prix raisonnable, sans risque d'interruption ni de dépendance trop forte par rapport à l'étranger... Le tout dans un contexte où le besoin en électricité augmente fortement et va continuer à croître.

Georges DALLEMAGNE, député engagé à la Chambre insiste sur le fait que « Dans une telle situation, on ne peut que déplorer la réaction de la VIVALDI qui a tardé à décider, s'est contredite, divisée, a (re-)changé d'avis, pris des demi-mesures et finit, après des négociations à rallonge avec Engie, par :

- ***Prolonger trop peu de réacteurs, pour une durée trop courte ;***
- ***Accepter de prendre à sa charge le risque lié au coût des déchets et donc de le faire supporter par les contribuables et les consommateurs. »***

Au-delà des critiques concernant cet accord, nous insistons une fois de plus sur le fait que **le BeGov continue à avancer systématiquement trop tard et à court-terme** alors que les questions énergétiques requièrent une vision pragmatique à long-terme.

Trop tard potentiellement pour les hivers 2025-2026 alors que s'il n'avait pas mis 4 ans avant d'accepter les faits, ce risque aurait été évité.

A trop court-terme en négociant uniquement la prolongation pour 10 ans de 2 réacteurs alors que

- Pour obtenir un accord économiquement plus intéressant, il eut été beaucoup plus logique de décider directement de prolonger ces réacteurs pour 20 ans ou plus ;
- Pour résoudre le problème structurel auquel nous ferons face dans les prochaines années, il faut une vision long-terme qui va bien au-delà des 2 réacteurs concernés et des quelques prochaines années.

Et **c'est maintenant que ça se décide**. LES ENGAGÉS réclament une gestion professionnelle de ce dossier par le gouvernement, **stop au court-termisme de la VIVALDI** ! Stop aussi aux positions dogmatiques et déconnectées de la réalité ! Faut-il rappeler qu'en 2003, le PS, le MR et ECOLO ont voté, à tort et à travers, la sortie complète du nucléaire pour 2025 ? A l'époque dans l'opposition, nous nous étions opposés à cette décision. Nous avons par la suite posé nos conditions et plus particulièrement que cela n'affecte pas notre sécurité d'approvisionnement, le respect de nos engagements climatiques et la facture du consommateur.

Comme nous le disons depuis quatre ans, notamment par l'intermédiaire de Christophe DE BEUKELAER qui fut le premier député francophone à oser remettre en question la fin du nucléaire, en l'état actuel des connaissances, le plus raisonnable est de tabler sur **un mix énergétique comportant une part de nucléaire tant à court-, qu'à moyen- et à long-terme**¹.

La dé-fossilisation de notre économie va faire exploser la consommation électrique. Pour faire face à cette demande, il faut diminuer notre consommation énergétique **ET** développer plus rapidement les énergies renouvelables **ET** augmenter la flexibilité de la demande **ET** investir dans les nouvelles sources de chaleur alternative comme l'hydrogène vert importé et la biomasse **ET** garantir un approvisionnement suffisant en énergie nucléaire. C'est dans cet esprit que Les Engagés ont proposé le 5 septembre 2022 un mix énergétique d'avenir : le plan « quatre-quarts » (1/4 de réduction de la consommation, 1/4 d'électricité renouvelable, 1/4 de combustibles renouvelables comme la biomasse ou l'hydrogène et 1/4 de nucléaire).

Comme le souligne Yvan VEROUGSTRAETE, vice-président des Engagés : « En matière énergétique, le mot clé est 'ET' et non 'OU'. Il ne faut pas opposer les leviers qui peuvent être activés, chacun ayant ses avantages, ses inconvénients et ses limites. Il faut au contraire les additionner. »

Si les technologies nucléaires actuelles (II^e et III^e génération) ont leurs défauts, comme toute technologie énergétique², elles n'en demeurent pas moins pertinentes. Non seulement elles permettent un accès stable et vérifié à de l'énergie décarbonée, stable³ mais elles permettent aussi de réduire le coût de l'énergie ; de contribuer à la sécurité d'approvisionnement par

¹ Pour rappel, l'actuel Plan National Energie Climat (PNEC) prévoit une hausse des émissions de Gas à effet de serre (GES) d'ici 2030 à cause de la sortie du nucléaire alors que les partis de la majorité, et plus particulièrement ECOLO et le PS, ont souhaité augmenter les ambitions climatiques de la Belgique.

² Si la conséquence d'un accident nucléaire serait dramatique, la probabilité d'un tel risque est infinitésimale. Quant aux déchets nucléaires, continuer le nucléaire ne change fondamentalement rien au défi que représente la gestion des déchets actuels. Des solutions de stockage existent (p.ex. en grande profondeur) et ces déchets devraient à terme pouvoir servir de combustibles dans les réacteurs de IV^e génération et de fusion nucléaire.

³ La technologie est éprouvée à l'échelle nécessaire ; là où le renouvelable implique des technologies de stockage qui n'ont pas encore été utilisées à l'échelle requise ou des capacités intermittentes au gaz émetteur de CO2.

une diversification des sources d'énergie tant du point de vue technologique que géopolitique⁴ et de limiter le besoin en ressources non-renouvelables (métaux rares). Enfin, et ce n'est pas le moindre dans le cadre d'une vision long-terme, investir dans les technologies de II^e et III^e génération permet de préserver le savoir-faire local nécessaire pour le démantèlement mais surtout si la Belgique veut être partie prenante dans le nucléaire renouvelable du futur. Même s'il est vrai qu'on ne sait quand il sera au point, tout le monde est « pour » le nucléaire de IV^e génération et la fusion nucléaire qui valorisent comme combustible nos déchets nucléaires actuels... Si la Belgique veut conserver sa place dans la filière nucléaire, il est indispensable qu'elle continue à développer les ressources qui lui permettent de faire le pont technologique avec le futur.

C'est pourquoi Les Engagés estiment que la Belgique doit :

1. Instaurer immédiatement un **moratoire sur les travaux préparatoire au démantèlement** de Doel 3 et Tihange 2.
2. **Prolonger TOUS les réacteurs nucléaires** que l'autorité de contrôle estime pouvoir être prolongés dans le respect des normes de sécurité et pour le plus longtemps possible.
3. Partir du principe qu'il faudra **construire de nouvelles centrales nucléaires**, pour remplacer les existantes mais aussi augmenter la capacité totale afin de faire face au besoin croissant d'électricité.

« Cette stratégie devrait être réévaluée régulièrement avec **l'aide d'un comité d'experts (Conseil Stratégique Energétique)** » souligne Yvan VEROUGSTAETE. Il serait nommé afin de suivre les avancées technologiques, évaluer les progrès réalisés et mettre à jour une feuille de route 2025-2075⁵. « La société civile serait associée à ce comité. C'est important pour rétablir la confiance des citoyens envers ce secteur et assurer la transparence des décisions ».

1. **Moratoire sur les travaux préparatoires au démantèlement de Doel 3 et Tihange 2** : contrairement à ce que certains affirment, ces deux réacteurs peuvent encore rendre des services ; quelques années, voire plus. Il manque juste une étude complémentaire visant à évaluer l'état des cuves et leur résistance. Les deux réacteurs ont donc été fermés il y a quelques mois sur base d'arguments idéologiques et non scientifiques ! De premiers nettoyages des conduites ont été menés. Il y a extrême urgence, plus les travaux avanceront, plus il sera compliqué d'envisager une prolongation de ces deux réacteurs... Il faut agir vite au risque d'être définitivement bloqué à cause du manque d'anticipation du BeGov.

⁴ Conf. note de bas de page n°2 pour sur la sécurité d'approvisionnement du point de vue technologique. La sécurité d'approvisionnement du point de vue géopolitique est due à une plus grande indépendance par rapport à la Chine qui a un quasi-monopole sur le solaire, par rapport à la Russie et au Moyen-Orient producteur de combustibles fossiles, indépendance par rapport aux stratégies énergétique de tous les autres pays européens avec lesquels des interconnexions électriques existent et qui doivent être en mesure d'exporter ce dont on a besoin.

⁵ Cette feuille de route serait mise à jour en fonction des avancées technologiques et pratiques importantes (stockage, renouvelable...). Si les énergies renouvelables se déploient suffisamment rapidement, la capacité nucléaire pourra être revue à la baisse. Si, à l'inverse, le déploiement des énergies renouvelables n'aura pas été suffisant, elle pourrait devoir être revue à la hausse.

2. Prolongation des réacteurs existants tant qu'ils se conforment aux exigences de sûreté et de sécurité⁶ :

- La prolongation de **Doel 4 et Tihange 3** jusqu'en 2045 (2 GW), soit 10 ans de plus qu'actuellement négocié avec Engie, voire plus moyennant une reconduction décennale tant que l'activité respecte les seuils de sécurité sur base de contrôles des installations par l'AFCN⁷.
- La prolongation de **Doel 1 et 2** durant les hivers 2025-2026 et 2026-2027 (1 GW) si l'étude de l'AFCN confirme la faisabilité et garantissent la sûreté de cette option. Ensuite ces réacteurs d'ancienne génération devraient être définitivement fermés.
- La prolongation de **Tihange 1** pour dix ans supplémentaires (1GW), de 2026 à 2036, après réalisation des travaux de mise aux normes plus importants⁸.
- La prolongation de **Doel 3 et Tihange 2** (2 GW) pour minimum 6 années supplémentaires, réparties entre 2027 et 2035 (arrêts en été), en fonction de l'étude à réaliser sur l'état des cuves.

3. La construction de nouvelles centrales nucléaires après une étude. Un nouveau Bureau d'Etudes Nucléaires doit immédiatement entamer les nécessaires travaux préalables et établir un business plan nucléaire avec d'éventuelles mesures de soutien public, rédiger un cahier des charges, entamer un dialogue avec des investisseurs – y compris des coopératives – et opérateurs et identifier des sites potentiels. **A moins qu'il ne ressorte de cette étude que la construction de nouvelles centrales ne réduise pas le cout du mix énergétique tout en contribuant de manière sécurisée à une plus grande autonomie énergétique⁹, il faudra rapidement passer la commande pour la construction de nouvelles centrales.** Pour Christophe DE BEUKELAER, « *il y a urgence d'autant plus que de nombreux pays sont en train de passer commande et nous devons décider pour 2025 si nous voulons avoir les premières livraisons en 2035 et éviter un nouveau risque de pénurie* ».

Plan « Quatre-Quarts » des Engagés :

Si l'énergie que nous consommons aujourd'hui correspond à 100, nous tablons pour 2050 sur un mixe énergétique composé de quatre quarts avec

- 25% de diminution de consommation (malgré la croissance de la population/besoins)
- 25% d'électricité renouvelable (photovoltaïque, éolien (avec priorité sur off-shore)),
- 25% d'électricité nucléaire

⁶ Ce scénario permet d'encore disposer de 4 GW à partir des centrales existantes durant les hivers 2025 à 2027, puis de 3 à 5 GW jusqu'en 2035. Entre 2035 et 2045, ces capacités seraient de 2 à 4 GW. A partir de 2045, si les installations répondent toujours aux critères stricts de sécurité et de sûreté, il pourrait encore rester 2 GW jusqu'en 2065.

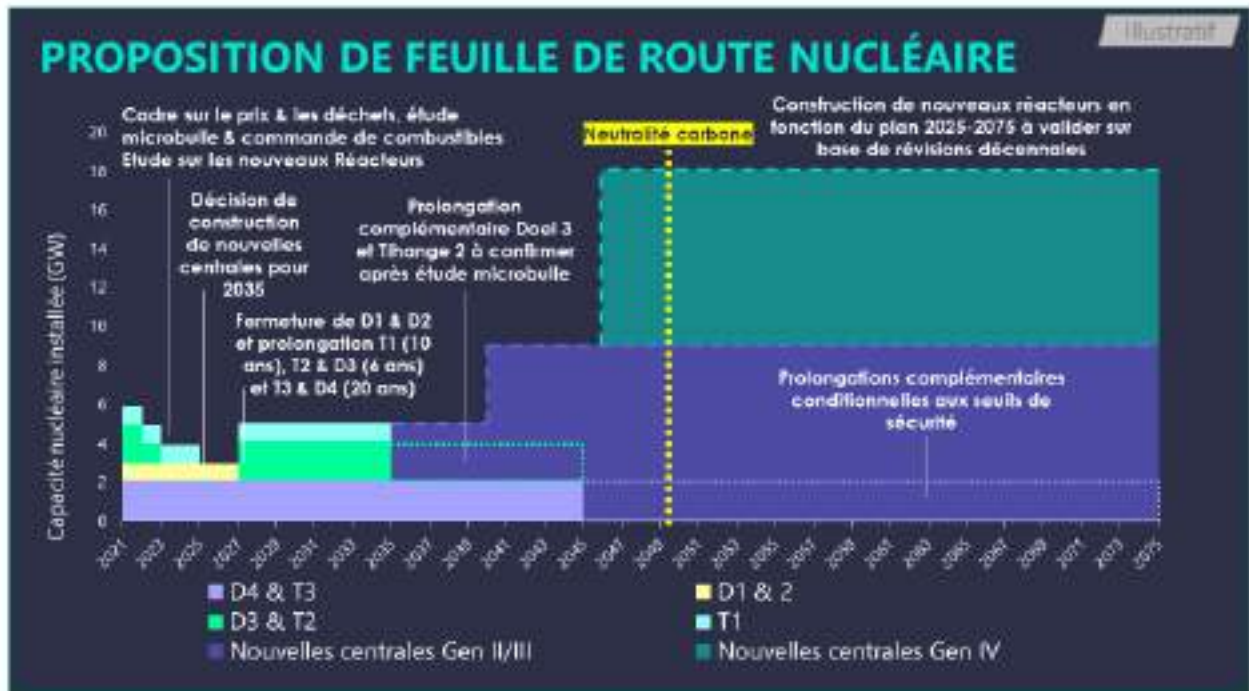
⁷ La norme est actuellement de 60 ans et pourrait passer à 80 ans comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis. Plusieurs études et le prof. Pardoën (UCLouvain) démontrent que les cuves actuelles belges pourraient fonctionner 100 ans.

⁸ Contrairement à Doel 1 et 2, Tihange 1 peut encore fonctionner quelques années si le réacteur bénéficie de travaux de modernisation

⁹ P.ex. à l'étude des coûts de construction d'autres centrales dans le monde, ou au vu d'évolutions dans le prix de batteries qui deviendraient beaucoup moins chères ou encore à cause d'impossibilités techniques sur le réseau ou d'un point de vue environnemental.

- 25% de combustibles et de chaleur renouvelable (biogaz, hydrogène, bois...).

Pour y parvenir, selon nos projections à valider par l'étude que nous demandons, nous devrions maintenir un parc nucléaire d'au moins 6 GW et donc construire des nouveaux réacteurs de génération II+ ou III pour 2 à 6 GW afin de remplacer le parc existant. A l'horizon 2050, la Belgique pourrait avoir besoin de jusqu'à 12 GW complémentaires de nouveaux réacteurs de IV^e génération renouvelable. Nous disposerons ainsi à terme d'un mix 100% renouvelable. La capacité nucléaire installée évoluerait comme suit :



Retrouvez l'ensemble du Plan de Transformation Energie-Climat des Engagés sur : www.lecouragedechanger.be

Pour pouvoir respecter cette feuille de route, différentes actions doivent être immédiatement prises :

- L'AFCN doit recevoir d'urgence la mission de réaliser l'étude manquante pour **évaluer l'état des cuves de Doel 3 et Tihange 2** sur lesquels des fissures ont été observées. Cette analyse permettrait de **déterminer si ces réacteurs peuvent être utilisés pour 10 ou 20 ans supplémentaires**. Pour l'instant, les études menées sur ces deux unités démontrent qu'elles peuvent encore fonctionner durant 5 à 6 ans, sans aucun risque. Une étude complémentaire permettrait de vérifier si l'état des cuves rend possible une prolongation plus importante. Ce scénario n'a jamais été écarté par les experts mais ni Engie, ni l'AFCN n'ont pris l'initiative de réaliser l'analyse nécessaire.
- **Le gouvernement doit évaluer si la création d'une entreprise publique du nucléaire en Belgique serait souhaitable / nécessaire pour assurer le rachat des actifs relatifs aux réacteurs nucléaires prolongés.** La Belgique doit

envisager de suivre l'exemple français (rachat du capital d'EDF par l'Etat) et prendre son destin nucléaire en main. Le capital de cette société serait constitué de participations de l'Etat fédéral (au moins 50%), de toute autre entité ou pouvoirs locaux intéressés, d'investisseurs privés et de citoyens. Elle pourrait par ailleurs participer au financement des nouvelles centrales. Pour Georges DALLEMAGNE, « *c'est important de mener cette réflexion chez nous, surtout depuis la crise de l'an dernier, où nous avons pu constater que nos amis français ont été mieux protégés par la hausse des prix de l'électricité car EDF est une entreprise publique détenue en très grande partie par l'Etat. La France peut aussi plus facilement avancer sur sa stratégie énergétique et ne pas dépendre du bon vouloir d'une société privée* ».

- **La loi de 2003 programmant la sortie du nucléaire** en Belgique doit être remplacée par **une loi d'encadrement des investissements nécessaires à la prolongation de réacteurs existants et à la création de nouvelles centrales** (permis, procédures, mécanismes de soutien, transparence, gouvernance du nucléaire...). Ce serait un signal fort vers les éventuels investisseurs privés intéressés.
- Une **décision sur le traitement des déchets à longue durée de vie** doit être trouvée. Ceci permettra aussi de faciliter les investissements nécessaires grâce à une meilleure qualification au niveau de la taxonomie européenne.
- Les moyens financiers dans la **formation et la recherche sur le nucléaire** pour disposer de nouvelles solutions et de main d'œuvre qualifiée doivent être assurés. Nous devons notamment veiller à ce que les moyens consacrés au développement du projet Myrrha (réacteurs à neutrons rapides) soient suffisants. Cette technologie 100% belge pourrait permettre de recycler le combustible nucléaire usagé (sans devoir s'approvisionner en uranium enrichi depuis le bout du monde) et d'en réduire fortement la radioactivité. C'est une obligation morale de notre pays vis-à-vis des générations futures.
- Un accord peut enfin être noué avec nos voisins français ou néerlandais pour éventuellement développer ensemble de nouvelles capacités nucléaires.

Pour assurer le suivi de cette feuille de route, garantir la transparence maximale nécessaire pour obtenir l'adhésion de la population et définir des recommandations à l'état fédéral, Les Engagés plaident pour la **création d'un Conseil Stratégique Energétique** composé de parlementaires fédéraux de la majorité et de l'opposition, de scientifiques et d'experts techniques et de la société civile.

